

Présidentielle 2016/Etat-civil d'Ali Bongo Ondimba

Ils vendent le Gabon pour leurs intérêts

« Si cela doit garantir mes acquis et assurer mes arrières, il vaut mieux œuvrer par tous les moyens au maintien d'Ali Bongo à la tête du Gabon ». C'est ce qu'on retient de l'attitude des soutiens de ce natif du pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria, qui a été sauvé d'une mort certaine par Omar Bongo Ondimba et qui, au sortir du scrutin présidentiel de 2009, a été imposé au peuple gabonais.

On peut les comprendre, si l'on considère que l'intérêt guide effectivement l'esprit. Mais ils ne sont pas excusables et ne le seront probablement jamais, parce que le Gabon ne doit pas être pris pour cet orphelin qui, nanti d'une grande fortune héritée de ses parents, se fait malheureusement accompagner par des gens dont l'unique intérêt est en réalité son miel qu'ils tiennent sucer jusqu'à atteindre le fond de la bouteille. C'est triste de le dire, mais nous ne pouvons pas rester silencieux.

Nous ne voulons donc pas choisir le parti de l'opresseur en pareille situation pleine d'injustices. C'est cela à quoi ressemble le Gabon aujourd'hui. C'est-à-dire des enfants de Dieu qui tuent d'autres enfants de Dieu au nom de Dieu. Des Gabonais qui s'érigent en ennemis du Gabon et des Gabonais.

Comment peut-on, bien que connaissant la véracité des faits, soutenir un homme qui est en porte à faux avec la loi gabonaise, si ce n'est à cause de ce qu'on gagne ? Comment peut-on élever et vouloir imposer aux Gabonais un homme qui, conscient qu'il n'est pas un des leurs, a avoué en 2015, dans l'émission "Le débat africain", animée par le journaliste Alain Foka, que la pièce d'état-civil présentée en 2009 était faussée ?

Sans doute poussé par Dieu et

nos ancêtres, Ali Bongo, à la question de savoir pourquoi tant de bruit autour de sa pièce d'état-civil fournie il y a sept ans, a répondu : « ce sont des faux documents. On ne va pas revenir là-dessus ». Cet entretien est toujours consultable sur le site rfi.fr.

Cette démarche consistant à encourager le fils adoptif d'Omar Bongo Ondimba à se présenter à la prochaine élection présidentielle relève simplement de l'absurdité et, surtout, de l'égoïsme vis-à-vis d'un pays et d'un peuple qui ne cherchent que le respect de ses institutions et de ses lois. On ne peut pas être plus royaliste que le roi.

« Dieu ne nous a pas donné le droit de faire du Gabon ce que nous sommes en train de faire. Le moment venu, il nous punira ».

Ces propos historiques de feu Omar Bongo Ondimba, père adoptif de plusieurs enfants d'Afrique de l'ouest (Nigeria) et de l'est (Ethiopie), sont une invite au ressaisissement et à la divulgation de la vérité.

Mesdames Emma Rose Ngoulakia et Marie-Madeleine Mborantsouo savent très bien que Marie-Joséphine Kama n'a pas eu d'enfants avec le père de Christian Bongo Ondimba. Jusqu'à présent, notre législation n'interdit pas aux Gabonais d'adoption de prétendre au fauteuil présidentiel. Elle indique simplement qu'il faut attendre à partir de la quatrième

génération.

Cette disposition pourra peut-être changer un jour ou l'autre. Mais, pour le moment, respectons et faisons respecter la loi existante sur toute la ligne. Arrêtez de nous fatiguer avec un bilan d'Ali Bongo qui, là encore, n'est pas du tout élogieux si on compare les réalisations avec les moyens mobilisés et utilisés en sept ans.

Si les instances compétentes, après les confessions d'Ali Bongo sur certains documents ayant permis de constituer son dossier de candidature en 2009, se sont abstenues jusqu'à de mettre en place une Cour spéciale chargée de le juger pour "mensonge et faux et usage de faux", l'invalidation du dossier de cette année ne sera qu'un pas vers l'obtention du pardon du peuple gabonais.

C'est ce que ce peuple attend de la Commission électorale nationale autonome et permanente et de la Cour constitutionnelle, deux institutions dont les décisions seront déterminantes pour la stabilité du Gabon. Voilà le ressaisissement auquel on vous appelle, bien que des soupçons à l'encontre la première institution citée d'une fraude organisée en faveur d'Ali Bongo, soient de plus en plus avérés, surtout depuis qu'elle a voulu introduire le certificat de nationalité parmi les éléments à fournir dans le dossier de



Ceux qui ont fabriqué le monstre ne savent plus comment le gérer

candidature.

Pour terminer, permettez-nous de rappeler à Ali Bongo qu'en janvier 2015, au cours d'un entretien accordé à Alain Foka, il a dit, à propos des attaques dont il fait l'objet sur ses origines : «...c'est à eux de démontrer que je ne suis pas le fils biologique d'Omar Bongo ».

Mais tout cela a déjà été démontré à travers divers témoignages, M. le président-candidat. Si, d'aventure, vous tenez à faire la lumière sur cette affaire, puisque vous ne vous reprochez de rien, acceptez alors de vous soumettre à un test ADN. C'est scientifique, même si on sait

que vous êtes capable de corrompre les grandes structures du monde pour atteindre votre but.

Vos soutiens d'aujourd'hui vous lâcheront demain si les choses prennent une autre tournure. Où sont les Ben Ali, Hosni Moubarak, Blaise Compaoré, Hissène Habré, Laurent Gbagbo ? Ni Paul Biyoghe Mba, qui n'a pas été capable de vous faire gagner dans l'Estuaire alors qu'il était Premier en 2009, ni Pacôme Moubelet, qui a abandonné ses parents dans la misère de Popa, ne seront à vos côtés si les choses tournent mal dans un peu plus d'un mois.